

Crise syrienne : quelles répercussions sur le Liban ?

Ward Vloeberghs

Le 16 octobre 2012

Si l'impact régional de la crise de pouvoir en Syrie est indéniable et se fait de plus en plus alarmant, force est de reconnaître qu'en dépit de moults pressions, le Liban est parvenu jusqu'à présent à en limiter remarquablement les déstabilisantes retombées. À en juger du comportement de l'*establishment* politique libanais en général et des forces gouvernementales en particulier, cette politique de l'endiguement pourrait se poursuivre un certain temps encore et ce, même si la tension devait monter davantage.

Avec les nombreuses faiblesses structurelles au sein de l'État et les dérapages sécuritaires fréquents, les institutions libanaises ne sont pas loin du point de rupture. Cette situation est aggravée encore par la crise syrienne : plus elle dure et plus elle rend le Liban vulnérable. En effet, avec des incursions flagrantes, voire des bombardements aériens en territoire libanais quasi quotidiens, les répercussions de la crise syrienne sont déjà significatives au Liban, où le régime Assad ne semble ménager aucun effort pour entraîner son voisin dans la spirale de violence.

Conséquences régionales

Côté humanitaire, d'abord, des réseaux transconfessionnels de solidarité se sont érigés pour aider les réfugiés, dont le nombre est bien supérieur à ceux qui sont enregistrés auprès du HCR, qui en dénombrait plus de 95 000 début octobre¹. Si le gouvernement libanais a initialement tergiversé sur son devoir d'assistance, il a, à présent, pris des mesures en leur faveur et a lancé un appel à l'aide internationale.

Ward Vloeberghs est adjoint au directeur du Centre de recherche sur l'Afrique et la Méditerranée et professeur assistant en science politique à l'École de gouvernance et d'économie de Rabat (EGE). Politiste et islamologue de formation, Ward Vloeberghs porte un intérêt particulier aux phénomènes de sociologie politique en contexte arabe.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.



¹ Pour le total d'enregistrés ainsi que leur distribution régionale, voir : <http://data.unhcr.org/syrian/refugees/regional.php>. On estime à 700 000 le total des réfugiés syriens d'ici à la fin 2012.

Sur le plan économique, ensuite, les conséquences sont tout aussi rudes. La proximité des hostilités a sensiblement freiné les échanges commerciaux et a asséché le flux des touristes nantis. Les nombreuses sociétés libanaises installées en Syrie ont été contraintes de suspendre leurs activités – dans le meilleur des cas – alors que le coût de la vie a augmenté au Liban. Le manque de stabilité politique n’a pas non plus facilité l’exploration de réserves potentiellement très importantes en hydrocarbures en Méditerranée orientale².

Cela dit, plus que d’autres, certains Libanais sont assez lucides et habiles pour transformer un contretemps en aubaine. L’économie politique de la guerre civile en Syrie a offert des opportunités lucratives non seulement aux trafiquants d’armes et aux (anciens miliciens) mercenaires transfrontaliers mais aussi aux entrepreneurs libanais actifs dans les régions moins affectées – comme dans le Nord-Est syrien à domination kurde, où il existe une véritable effervescence transfrontalière qui s’étend au-delà de l’Iraq et à laquelle des entrepreneurs libanais contribuent de plein gré.

Sur le plan politique, enfin, les troubles avoisinants ont instauré un climat d’indécision produisant des blocages et des confrontations violentes répétées. Les relations entre l’Alliance du 8 mars et l’Alliance du 14 mars s’en sont trouvées envenimées. Les nombreuses déclarations et les visites de personnalités internationales à Beyrouth ces dernières semaines (y compris du souverain pontife et d’Angelina Jolie, ambassadrice itinérante du HCR) non seulement constituent des appels au calme mais sont autant de signaux que la communauté internationale ne tolérera pas l’embrasement du Liban.

L’impact a aussi été important dans d’autres pays de la région. La Turquie s’en trouve affectée aux niveaux humanitaire, économique et politique à un point tel que certains reprochent aux dirigeants AKP d’avoir adopté une position antibaasiste jugée imprudente et idéologiquement colorée qui nuit aux intérêts vitaux d’Ankara. La Jordanie, où la proportion de réfugiés palestiniens et irakiens est déjà un enjeu de sécurité nationale, a autorisé des pays plus riches comme le Bahreïn à opérer au sein des camps de réfugiés qu’il a installés – ce qui n’est pas sans créer des problèmes (d’ingérence) exceptionnels³. L’Iraq a ouvert ses frontières aux réfugiés syriens mais en adoptant une attitude de pragmatisme discret afin d’éviter aussi bien l’exacerbation des tensions confessionnelles en interne que la remise en cause de ses relations extérieures ou sa croissance économique.

Israël est resté assez silencieux à propos de la révolte anti-Assad. Soucieux de voir le Golan aussi stable que possible (c’est-à-dire maintenir le *statu quo* actuel), Tel-Aviv suit les évolutions avec la maestria qu’on lui connaît dans le domaine du renseignement. En effet, la crainte majeure serait de se retrouver confronté à un nouveau front brûlant contrôlé par un pouvoir du type Hamas ou Hezbollah, et ce, à côté de la zone de contact toujours tiède du Sud-Liban.

² M. Derhally, « How the Discovery of Offshore Gasfields is Changing Levantine Economies » *Arabian Business*, 9 septembre 2012.

³ Le Bahreïn, sous influence saoudienne, aurait décidé de naturaliser des Syriens sunnites afin de renforcer la légitimité du régime en place, en proie à des critiques de la majorité chiite du pays – et amplifiées par l’Iran. Voir : « Citizenship as a Bahraini Government Tool », *Stratfor*, septembre 2012.

Le gouvernement égyptien, pour sa part, a exprimé bien plus fortement sa dénonciation du régime Assad en saisissant l'occasion pour réaffirmer le rôle central de l'Égypte comme puissance régionale.

Force est donc de constater que le Levant demeure la caisse de résonance des dissensions (supra)régionales, l'Iran, la Russie et la Chine étant ici alignés contre les États-Unis, l'Union européenne, les pétromonarchies du Golfe et, paradoxalement, les régimes issus du « printemps arabe ». En filigrane des questions humanitaires meublant les débats sur l'intervention en Syrie, l'on discerne des luttes géopolitiques majeures qui se tissent autour d'impératifs économiques pas toujours avoués et qui opposent des grandes puissances sur fond d'âpres rivalités historiques et idéologiques⁴.

Consensus autour de la stabilité du Liban

Pour l'heure, le Liban fait donc montre d'une relative maîtrise de la situation. La stabilité est défendue de pied ferme par le président Michel Sleiman (sa fonction d'ex-commandant en chef de l'armée aidant) et par les services de sécurité, mais également par des Libanais prêts à consentir des sacrifices pour éviter que la guerre n'éclate de nouveau sur leur territoire. Bien que souvent opérés en réaction à une situation plutôt que par anticipation, les nombreux déploiements de l'armée libanaise illustrent cette détermination. Les déclarations des responsables politiques à propos d'une politique de dissociation⁵ (entre les destins de la Syrie et du Liban) témoignent également de cette volonté de retenue.

L'appareil étatique libanais, pour modeste qu'il soit, n'est donc pas – encore ? – entièrement ébranlé mais continue, au contraire, à lutter contre les forces qui œuvrent à sa déchirure. Il y a matière à se demander si le fait même que le pays du Cèdre n'ait pas encore succombé sous l'effet de la crise du pouvoir en Syrie ne représente pas une remarquable réussite de l'État libanais. Serait-ce là le reflet positif d'une opposition entre une république militante (qui tente de gouverner en imposant des directives inspirées de principes rigoureux, qu'ils soient sécuritaires, nationalistes ou religieux) et une république marchande (composée d'élites libérales qui favorisent avant tout la croissance économique et le laisser-faire, le laisser-passer) ?

Cependant, le danger d'une telle configuration ne doit pas être sous-estimé. Non seulement il y a une tendance dirigiste parmi les forces sécuritaires au Liban depuis la présidence de Lahoud (dans la tradition chehabiste) qui se confirme sous

⁴ Voir : A. Volodin, « The Syrian Crisis and the Future of the Global Economy », *The Russia India Report*, 23 août 2012, ainsi que les propos de la cofondatrice du blog Jadaliyya (*dialectique*) « Lebanon, the Sectarianization of Politics, and Generalizing the Arab Uprisings: Interview with Maya Mikdashi », 21 juin 2012.

⁵ Cette politique dite de « dissociation » (*an-nā'ī bil-nafs*; litt.: l'abstention avec soi) est l'objet de bien des commentaires au Liban, tant elle est en contraste avec la formule consacrée du « jumelage des trajectoires et des destins » (ce qui rime en arabe: *talāzum al-masārayn wal-mas'rayn*) de l'époque de la Pax Syriana mais honorée bien après le retrait des troupes syriennes, notamment à propos du conflit israélo-palestinien. Cette doctrine a d'ailleurs compliqué la prise de position de la part du Liban dans le cadre de rencontres internationales.

Sleiman⁶. En l'absence de contrepoids efficace, sa poursuite à travers son successeur Jean Qahwaji pourrait connaître une dérive autoritaire. L'autre problème à signaler est l'inquiétante fragmentation, souvent implicite, dans l'obéissance des différents services de sécurité. Plusieurs forces politiques libanaises tentent, en effet, d'instrumentaliser, à travers des nominations parachutées, ces différents services comme des extensions de leur autorité⁷.

C'est dire qu'il serait malvenu de lire le Liban uniquement à l'aune de l'évolution de la situation en Syrie. De plus, les antagonismes internes semblent actuellement plus forts que les positions respectives vis-à-vis du régime Assad. Si nous postulons de manière naïve et optimiste que ce *statu quo* sur la scène politique libanaise pourrait perdurer, il convient d'admettre qu'une recomposition du champ politique tenant compte des forces en présence n'est pas à exclure.

Les forces en présence au Liban

Le Hezbollah est un acteur important sur la scène politique libanaise depuis qu'il s'est présenté aux élections de 1992, qu'il participe au gouvernement depuis 2005 et qu'il le contrôle depuis 2011. Le Parti de Dieu, chiite et pro-iranien, perdrait un allié historique et, surtout, une profondeur stratégique si le régime Assad était remplacé par un pouvoir (très probablement) sunnite. Ses ressources politiques sont tant libanaises qu'étrangères et trouvent leurs origines non seulement dans son fameux arsenal d'armes (acheminé en grande partie à travers la Syrie) mais aussi dans une rhétorique politique élaborée et dans un réseau d'organisations philanthropiques assurant des services sociaux. Par conséquent, Nasrallah paraît convaincu que la perte de l'appui de Damas lui serait douloureuse mais non fatale (tant que ses liens avec Téhéran ne sont pas coupés). C'est pourquoi il semble confiant que son approbation de la politique de retenue (auquel le Liban doit sa stabilité) et la participation de son parti au gouvernement pourront être monnayées lors des élections de 2013, et ce, malgré le grand écart politique qu'il opère actuellement entre ses investissements dans des actions humanitaires pour des réfugiés syriens d'une part et des activités militaires en Syrie de l'autre.

Le Courant du futur (*Tayyār al-Mustaqbal*), contrôlé par la famille Hariri et ses clients, a traversé une période difficile mais il serait prématuré d'en pronostiquer la mort politique. Anticipant l'installation de dirigeants sunnites dont il aspire à devenir le principal allié libanais, le parti attend impatiemment la chute d'Assad et anticipe les élections de 2013, où Saad Hariri espère imiter le légendaire *comeback* électoral de son père (en 2000) en encaissant la rage de ses sympathisants qui ont mal digéré sa brutale mise à l'écart, début 2011, par Najib Miqati (dont le fief se trouve à Tripoli). Cette formation demeure influente au Liban de par sa formidable force de frappe financière et médiatique ainsi qu'à travers ses appuis internationaux et un réseau qui peut être rapidement réactivé.

⁶ Voir A. Knudsen et M. Kerr (dir.), *Lebanon after the Cedar Revolution*, Londres, Hurst, 2012.

⁷ Voir « Abductions on Rise Amid Security Turf War », *The Daily Star*, 28 septembre 2012.

Nabih Berri, *leader* d'Amal, parti chiite laïc, est historiquement très lié au régime Assad mais pourrait probablement s'en défaire assez facilement tant il a su se tisser un réseau de fiefs et de rentes à travers les administrations et les municipalités libanaises. Acteur rusé, légataire du charismatique Musa Sadr (1928-1978) et président du Parlement depuis 1992, son implantation dans le Sud du pays est notoire et difficile à briser, surtout que Berri s'est allié par intérêt bien compris au Hezbollah, qui accepte de partager l'électorat chiite avec lui tant qu'il continue à soutenir la résistance dont, d'ailleurs, il se déclare être un pilier fondateur.

Le Courant patriotique libre (CPL), dirigé par l'ancien général Michel Aoun, est actuellement en position de force au sein du gouvernement et mise sur la poursuite de son pacte avec le Hezbollah au-delà des changements intervenus en Syrie dont, à l'instar de ses alliés du 8 mars, il parle assez peu. Il table aussi sur l'adoption éventuelle d'un découpage électoral au scrutin proportionnel pourtant non acquis aujourd'hui.

Étant donné leurs points de discorde, il n'est pas inimaginable, théoriquement, que Berri ou Aoun se désolidarisent du Hezbollah après la chute d'Assad. Or, les coûts d'une telle volte-face pourraient être plus élevés qu'il n'y paraît : l'assise populaire de Nasrallah et de la résistance est importante parmi les chiites, qui représentent la minorité la plus importante. Par ailleurs, en raison de son entêtement et de sa personnalité irascible, d'autres acteurs (Jumblatt, Hariri et Gemayel) l'avaient exclu dans le passé – notamment en 2005.

De son côté, le Parti socialiste progressiste (PSP), dirigé par Walid Joumblatt, descendant insaisissable d'une importante lignée druze, s'est déclaré opposé au régime Assad en l'accusant d'avoir assassiné son père et, dès que les circonstances l'ont permis, il a été jusqu'à déposer un drapeau de l'armée syrienne libre sur la tombe de ce dernier. Naviguant d'une alliance à l'autre en fonction de sa propre lecture du rapport de force prévalant et afin de protéger au mieux la communauté druze, il a troqué le 14 mars pour le 8 mars avant de s'en rapprocher de nouveau⁸ en 2012.

Malgré l'étroite imbrication de sa société avec celle voisine, le Liban demeure relativement stable pour l'instant. Cette modeste circonspection est tributaire d'une détermination de la part des forces sécuritaires à neutraliser le Liban par rapport aux faits survenant en Syrie et de la décision du Hezbollah de se projeter vers les élections de 2013 plutôt que de démontrer sa capacité de nuisance. Des éléments qui, bien que réversibles, sont potentiellement durables et devraient inciter à la prudence quant aux décryptages de la situation libanaise effectués en s'appuyant seulement sur la situation en Syrie.

⁸ O. Marty et L. Kervran, « Le Liban et la crise syrienne », Institut MEDEA, 25 juillet 2012.